

## **Des pays africains songent à financer leur croissance par des « Sukuk »**

De plus en plus de pays africains songent à émettre des obligations conformes à la loi islamique (« Sukuk ») pour stimuler leur croissance et réduire leurs déficits, indique vendredi 22 février l'agence de notation américaine Standard & Poor's.

*« Les pays africains vont-ils se tourner vers la finance islamique pour stimuler leur croissance ? »* interroge S&P dans un document. L'Afrique du sud, la banque centrale du Nigeria, le Sénégal et la Mauritanie ont récemment fait part de leur intention d'émettre des obligations islamiques Sukuk, indique S&P.

Les émetteurs d'obligations islamiques s'engagent à ne pas spéculer avec les fonds reçus ou à les investir dans des secteurs du jeu ou de la pornographie. L'intérêt pour la finance islamique a été renforcé par le Printemps arabe, marqué par l'influence grandissante des partis politiques islamistes, explique l'agence de notation. Les soulèvements dans les pays arabes ont remis la finance islamique au centre des agendas des gouvernements, selon ce document. C'est le cas en Egypte où le gouvernement a présenté une loi autorisant des émissions d'obligations islamiques pour aider à financer les déficits du pays, selon S&P. De même, le budget de la Tunisie pour 2013 prévoit le financement d'une partie du déficit public par des Sukuk.

*« Nous croyons que les obligations islamiques émises par les pays africains pourraient intéresser une base d'investisseurs du Conseil de coopération du Golfe (CCG) ou de la Banque islamique de développement (BID), qui cherchent des opportunités d'investissements charia-compatibles »,* écrit l'analyste de S&P Christian Esters, auteur de l'étude. *« Les pays membres du GCC disposent d'excédents budgétaires, lesquels, nous croyons, pourraient être investis éventuellement dans les Sukuk émises par d'autres régions »,* écrit M. Esters.

Pour des pays africains qui présentent d'énormes déficits et des finances publiques exsangues, attirer des investisseurs étrangers via des Sukuk pourrait leur permettre d'accéder à de nouvelles sources de financement, à une nouvelle classe d'investisseurs et de financer des projets dans les infrastructures, selon S&P.

En optant pour les Sukuk, les pays africains pourraient aussi bénéficier des fonds de la BID, pionnière dans la finance islamique et dont le but est de financer des projets dans le domaine des infrastructures, de l'agriculture et de l'énergie.

**L'étude de S&P, intitulée « Will African Sovereigns Turn To Islamic Finance To Fund Growth? », est dans notre base « Ressources », rubrique Divers, International, Documents, dossiers, études et analyses, Standard & Poor's.**